

# Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissent les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration  
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.  
RÉCLAMES — ..... 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## Les idées de M. Combes

L'attitude et les paroles de M. le Président du Conseil à l'une des dernières séances de la Chambre des députés, ont été très vivement commentées, M. Combes a eu à cette occasion à subir les huées de l'extrême gauche et la majorité s'est scindée, une partie continuant à soutenir le ministère et l'autre votant carrément contre lui.

Que faut-il penser de cette attitude? La scission de la majorité est-elle légitime? M. Combes doit-il être considéré comme traître à son programme et à son parti?

Nous estimons tout d'abord que les conséquences des paroles de M. Combes vont bien au-delà du vote ou du rejet du budget des cultes et nous nous mettons bien à l'aise en déclarant que nous aurions voté la séparation des Eglises et de l'Etat tout en estimant que les paroles de M. le Président du Conseil ne méritaient pas, à notre point de vue, les huées et les injures dont on l'a couvert.

Nous avons dit que nous aurions voté la séparation des Eglises et de l'Etat. Nous ne voyons pas en effet, nous qui sommes partisans de l'Etat laïque, la nécessité d'une ou de plusieurs religions d'Etat. Nous estimons que le fait d'avoir ou de n'avoir pas de religion est un fait personnel, que chacun est libre d'avoir sur nos destinées futures telles ou telles conceptions et d'adorer un Dieu, que cette divinité s'appelle Jésus, Allah ou Bramah! Mais nous estimons aussi que l'Etat n'a pas à s'immiscer dans ces questions, qu'il ne doit pas favoriser tel culte plutôt que tel autre, et qu'il doit laisser à chacun le soin de payer les ministres du culte qu'il a choisis.

Aussi lorsque nous formulons nos idées anticléricales, ce n'est pas pour arriver à détruire les idées religieuses; nous estimons en effet que chacun est libre d'en avoir ou de n'en pas avoir et, dans tous les cas, nous croyons que ce n'est pas par des mesures législatives, par des prohibitions plus ou moins violentes qu'on arrivera à détruire ces idées, si tant est qu'on y parvienne, mais plutôt par les progrès de la science, de l'éducation philosophique du peuple, et par une lente évolution des idées.

Ce que nous combattons, nous, ce n'est pas l'idée religieuse, c'est le cléricanisme, c'est-à-dire les prêtres se servant de la religion pour s'immiscer dans la politique, et profitant de l'ascendant que leur donne leur caractère sacré pour dominer le peuple et retarder, au profit des puissants de ce monde, l'évolution sociale qui doit donner aux petits un peu plus de justice et un peu plus de bonheur.

Ce que nous combattons, c'est la congrégation enserrant tout le territoire d'un vaste réseau de couvents, dans lesquels on prie Dieu un peu et on conspire beaucoup contre la République ou bien déformant les jeunes intelligences et leur inculquant en faussant l'histoire, la haine de la Révolution et de ses conquêtes.

Je sais bien qu'au nom de l'Histoire on

nous prouvera que jamais la Congrégation, que jamais le clergé ne s'est résigné, et que la victoire ne sera complète que lorsqu'on aura détruit, désagrégé complètement l'un et l'autre et que le plus sûr moyen d'y arriver est de détruire l'idée religieuse sans laquelle ils n'existeraient pas.

Nous répondrons que les solutions les plus radicales ne sont pas toujours les meilleures, qu'il faut marcher avec son temps et avec les idées de son temps. Aujourd'hui, il existe en France une majorité décidée à la destruction de la Congrégation et décidée à obliger le prêtre à se tenir dans son Eglise et à y enseigner uniquement à ceux qui veulent s'y rendre, qu'on ne doit pas voler, qu'on ne doit pas tuer, qu'on ne doit pas faire aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'on vous fit. C'est avec cette majorité là que nous devons marcher et c'est, croyons-nous un programme suffisant pour l'instant. Comme l'a dit Clémenceau, dans la religion catholique, il y a la religion et l'idée religieuse, et il y a Rome; Rome rêvant de dominer le monde, rêvant de diriger la politique intérieure et extérieure des peuples et de les asservir; c'est Rome que nous devons combattre.

M. le Président du Conseil a prouvé depuis les quelques mois qu'il est à la tête du gouvernement qu'il était décidé à faire prédominer le pouvoir civil, qu'il était décidé à engager la lutte avec la Congrégation, qu'il était décidé à maintenir le Clergé dans l'obéissance aux lois de la République.

Il combat l'Eglise instrument de gouvernement. C'est tout ce que nous lui demandons. Nous estimons qu'il est libre comme chacun de nous d'avoir des idées spiritualistes, des idées religieuses ou des idées matérialistes. Ceci est affaire de sentiment et non pas affaire de gouvernement et nous estimons jusqu'à plus ample informé que le parti républicain doit continuer sa confiance au ministère.

## CHAMBRE DES DEPUTES

Séance du 29 janvier 1903

Présidence de M. Lockroy, vice-président.

M. Gauthier de Clagny dépose une proposition de résolution à ce que la Chambre admette à venir siéger MM. Syveton et Paul Coutant frappés de l'exclusion temporaire.

Cette proposition est adoptée. La Chambre reprend la discussion du budget: c'est celui des affaires étrangères qui est discuté:

M. Doumer demande que toute discussion générale sur le budget des affaires étrangères soit ajournée après le vote du budget. Cette proposition est adoptée et la discussion des divers articles est abordée.

Sur le chapitre 1<sup>er</sup> M. d'Estournelles réclame la création d'un chapitre nouveau au budget des affaires étrangères: ce chapitre est relatif à la participation de la France à la cour générale d'arbitrage de la paix: une somme de 5000 francs est votée.

M. Sembat dépose un amendement tendant à la suppression de l'ambassade du Vatican.

M. Delcassé s'y oppose: par 325 voix contre 225, la proposition de M. Sembat est rejetée.

M. Paul Meunier propose que l'ambassade auprès du Vatican soit remplacée par un simple ministre plénipotentiaire.

M. Trouin demande qu'un livre jaune sur les relations de la France avec le Vatican soit publié.

M. Delcassé ne s'oppose pas à cette publication: La proposition de M. Trouin est adoptée

par 331 voix contre 6: Quant à la motion de M. Meunier, elle est retirée.

Les chapitres 4 à 8 sont votés: Sur l'article 9, relatif aux établissements d'Orient et d'Extrême-Orient, M. Déjeante demande la suppression des missionnaires.

M. Sembat défend cette motion que combattent MM. Delcassé et Denys Cochin.

M. Sembat dépose en outre une motion tendant à ce que le gouvernement poursuive le remplacement en Orient des écoles congréganistes par des écoles laïques.

Cette motion est repoussée par 304 voix contre 224.

M. Henri Michel demande que le gouvernement accorde une part plus grande aux écoles laïques sur les crédits destinés aux écoles d'Orient.

Cette proposition est votée par 340 voix contre 88.

Le reste du budget des affaires étrangères passe ensuite sans débat.

Et la séance est levée.

Séance du 30 janvier 1903

Présidence de M. Jaurès, vice-président.

M. Cochin pose une question à M. Combes au sujet des obsèques de Mahmoud-Pacha dont le sultan réclame le corps, enterré à Paris.

Les fils de Mahmoud-Pacha, condamnés à mort par le sultan s'y opposent. M. Cochin estime que satisfaction ne doit pas être donnée au sultan.

M. Combes déclare que la loi française sera seule appliquée dans le conflit.

M. Bouvier pose une question au ministre de la guerre au sujet des pratiques religieuses dans les écoles militaires, dont les élèves sont conduits à la messe musicale en tête.

Le général André répond que ces faits ne se renouveleront pas.

M. Gérauld Richard dépose une motion tendant à accorder une pension de 1200 fr. à la veuve du malheureux Gobillot victime des calomnies des réactionnaires qui se solidarisaient avec un assassin condamné jeudi par la cour d'assises de la Meuse, à mort, accusaient le malheureux Gobillot d'assassinat.

A l'unanimité, la Chambre vote la motion de M. Gérauld-Richard.

La Chambre aborde le budget des postes et télégraphes. M. Rouanet parle dans la discussion générale et réclame des améliorations pour les dames employées qui, à travail égal, reçoivent des salaires infiniment inférieurs à ceux des hommes.

C'est de l'exploitation; M. Rouanet propose de porter le traitement des employées de 1200 francs au début à 2200 francs comme maximum.

M. Lacombe signale des faits de fraude commis dans les examens des postes pour les élèves des congréganistes de l'Aveyron.

M. Bérard dit qu'une enquête est faite sur ces faits et qu'il sévira comme il convient.

M. Sembat parle sur les améliorations qu'il y aurait à apporter dans la situation des employés des postes et notamment des facteurs.

M. Bérard répond qu'il fera son possible pour donner satisfaction.

Le budget des postes est ensuite voté.

Et la séance est levée.

## Sénat

Séance du 29 janvier 1903

Présidence de M. Fallières.

Le président, dès l'ouverture de la séance, prononce l'éloge funèbre de M. Raynal, sénateur.

Le Sénat continue ensuite la discussion de la loi Rolland sur le service de deux ans. Sur l'article 21 M. Gourju demande que le service militaire soit plus long pour ceux qui désirent être fonctionnaires, que pour les autres citoyens; il demande également qu'un plus grand nombre d'emplois civils soient réservés aux rengagés.

Le Sénat décide que ces amendements ne seront discutés qu'à propos des rengagements.

M. de Montfort propose l'établissement de deux catégories dans les services auxiliaires, la première comprenant les hommes susceptibles d'être classés dans les services accessoires, la deuxième comprenant ceux qui ne pourraient être utilisés qu'en temps de guerre.

Le général André répond que le classement

est impossible, les circulaires ministérielles interviendront quand il en sera temps.

M. de Montfort demande le renvoi de sa proposition à la commission.

Par 182 voix contre 82, le renvoi est rejeté.

Et la séance est levée.

Séance du 30 janvier 1903

Présidence de M. Fallières.

Le Sénat reprend la discussion de la loi Rolland sur le service de 2 ans.

Un amendement du général Mercier relatif aux hommes de l'armée auxiliaire est rejeté par 203 voix contre 59.

M. de Tréveneuc demande la suppression de l'article 23 qui autorise les devancements d'appel dans la proportion de 4 0/0 du contingent.

Cette motion est repoussée.

M. Boudenoot demande que les étudiants soient mis en garnison dans les villes universitaires où ils pourront continuer leurs études.

Le général André s'oppose à cet amendement qui est retiré par son auteur.

L'article 25 est adopté.

La suite de la discussion est renvoyée à mardi.

Et la séance est levée.

## En Chine

Un Complot

Une dépêche de Hong-Kong au Daily Mail annonce qu'on a découvert une conspiration tendant à une révolte générale en Chine. De nombreuses arrestations ont été opérées.

La révolte devait éclater à Canton le premier jour de l'an chinois. L'impératrice et les hauts fonctionnaires devaient être mis à mort à cause de l'augmentation des impôts que le peuple est obligé de payer pour l'indemnité de guerre. Les mécontents sont fatigués du gouvernement chinois, et préféreraient un gouvernement étranger.

## INFORMATIONS

Conseil des ministres

Les ministres se sont réunis vendredi matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet.

Le ministre des affaires étrangères a entre-tenu le conseil de la situation au Maroc et en Macédoine.

M. Doumergue, ministre des colonies, a fait signer un projet de loi autorisant le gouvernement à décerner un certain nombre de croix de la Légion d'honneur à l'occasion de l'exposition d'Hanoi.

Enfin, le conseil s'est occupé de la discussion du budget qui se poursuit devant la Chambre.

La gauche démocratique

En prenant possession du fauteuil de président de la gauche démocratique, M. Leydet a prononcé un discours dont voici les principaux passages:

« L'importance de notre groupe, si largement accrue par les dernières élections, nous dicte notre devoir et nous nous efforcerons de le remplir en nous faisant toujours les fidèles interprètes de nos sentiments politiques.

» Ces sentiments, si nettement indiqués, il y a quelques années, en pleine lutte, dans le programme de la gauche démocratique, nous unissent tous volontairement, aussi bien dans l'action républicaine, c'est-à-dire dans le travail en faveur des réformes politiques et sociales, que dans la défense de la République.

« Nous avons aujourd'hui, dans les deux Chambres, une majorité fermement répu-





